



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU CANTAL

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne

Aurillac, le 27 mai 2014

Unité Territoriale du Cantal

Département du Cantal  
Installations Classées Pour la Protection de l'Environnement  
Sarl FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTOS  
sur la commune de Saint-Paul-des-Landes

Rapport d'instruction relatif à la mise à jour de l'agrément d'un centre VHU

P.J. : projet d'arrêté portant mise en conformité d'un agrément VHU

Par transmission du 19 novembre 2013, Monsieur Jean FABRE, gérant de la Sarl FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTOS, demande à Monsieur le préfet l'actualisation de son agrément pour ses activités relatives aux véhicules hors d'usage (VHU), sur son site situé à « Prentegarde », sur la commune de Saint-Paul-des-Landes.

Le présent rapport fait le point sur cette demande et les suites qui peuvent être données.

**1- PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS EXERCÉES**

**1.1 L'exploitant**

Raison sociale : Sarl FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTOS

Identification du signataire : Jean FABRE, gérant

Siège social : ZI de la Prade, 12850 ONET-LE-CHATEAU

Adresse de l'autorisation sollicitée : « Prentegarde » 15250 Saint-Paul-des-Landes

Forme juridique : Sarl

N° de SIRET: 320 991 904 00063

Activité : recyclage, pièces détachées et occasion

**1-2- les actes administratifs :**

L'entreprise Sarl FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTOS exploite un site relevant de la réglementation relative aux installations classées, autorisé selon actes suivants :

- Arrêté préfectoral du 24 novembre 1976 portant autorisation d'un chantier de démolition de véhicules hors d'usage à M. IZOLET Henri, accompagné de deux récépissés préfectoraux donnant successivement acte de changement d'exploitant, en date du 3 juillet 1987 au profit de la Sarl FABRUDE et en date du 1er septembre 2005 au profit de la Sarl FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTOS complété en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2011-1928 du 28 décembre 2011.
- Arrêté préfectoral n° 2012-957 du 25 juin 2012 portant agrément pour l'activité de démolition de véhicules hors d'usage (agrément n° PR150001D), à la Sarl FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTOS.



DREAL AUVERGNE  
13 place de la Paix CS 50712  
15007 Aurillac Cedex  
Tél. 04.71.62.49.39 - Fax : 04.73.43.15.99

### 1-3- les activités :

L'activité de la Sarl FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTOS, sur la commune de Saint-Paul-des-Landes concerne principalement :

- la prise en charge, le stockage, la démolition et le démontage des véhicules hors d'usage ;
- la gestion (transit/tri/regroupement) de déchets non dangereux

Les surfaces principales du site, qui s'étend sur m<sup>2</sup>, sont dédiées aux activités de gestion des véhicules hors d'usage.

Les pièces démontées sont préférentiellement recyclées ou valorisées, les déchets sont valorisés ou traités selon des filières adaptées (batteries, huiles, liquides, pneumatiques, carcasses de véhicules dépollués).

## 2-DEMANDE DE MISE A JOUR DE L'AGREMENT DE CENTRE VHU

### 2-1- le contexte réglementaire :

La Sarl FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTOS dispose d'un agrément préfectoral d'une durée de six ans au titre d'exploitant d'une installation de démolition de véhicules hors d'usage (nouvelle dénomination « centre VHU ») délivré le 25 juin 2012. La référence de cet agrément est n° PR 1500001D.

Toutefois, en application de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 et de la circulaire d'application du 27 août 2012, les exploitants titulaires d'un agrément en cours de validité au 1<sup>er</sup> juillet 2012 disposaient d'un délai de dix-huit mois à compter de cette date pour constituer un dossier complémentaire comprenant :

- l'engagement du demandeur à respecter les obligations du cahier des charges mentionnées dans l'arrêté du 2 mai 2012 et les moyens mis en œuvre à cette fin ;
- la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans l'arrêté du 2 mai 2012.

### 2-2- analyse et propositions de l'inspection des installations classées

Par son courrier du 19 novembre 2013, l'exploitant a transmis à Monsieur Le Préfet un courrier demandant le renouvellement de son agrément, en s'engageant sur le nouveau cahier des charges fixé par l'arrêté du 2 mai 2012.

Ce courrier est accompagné d'un rapport annuel de conformité établi le 27 septembre 2013 par l'organisme agréé SGS-ICS (Qualicert).

Cet organisme ne relève pas de non conformité.

Dans le cadre du renouvellement de l'agrément mi 2012, l'inspecteur des installations classées avait confirmé, en s'appuyant notamment sur les données disponibles sur site et après une visite de terrain, la capacité technique et financière de cet exploitant. Les volumes d'activités ont été régulièrement déclarés en regard des textes en vigueur (1080 véhicules hors d'usage ont ainsi été traités en 2012). L'origine géographique est essentiellement située dans un périmètre de 50 km autour d'Aurillac.

Au final, l'inspecteur des installations classées propose à Monsieur le préfet du Cantal de mettre à jour par arrêté complémentaire les prescriptions du cahier des charges conformément à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012. La validité de l'agrément déjà délivré n'est pas remise en cause. Cet arrêté complémentaire ne demande pas une présentation préalable en CODERST (cf. circulaire du 27 août 2012). L'exploitant a été consulté sur le projet d'arrêté et n'a pas émis d'observation.